
Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 23 MAI 1928.

Projet de loi

approuvant la Convention et statut établissant une Union internationale de secours adoptés en juillet 1927.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Une Conférence Internationale convoquée en vertu d'une résolution du Conseil de la Société des Nations et à laquelle ont participé les représentants de quarante-trois Etats, s'est réunie à Genève du 4 au 12 juillet 1927 et elle a abouti à la conclusion d'une Convention et Statuts établissant une Union Internationale de Secours.

Cette Union a pour but d'accorder l'assistance fraternelle des Nations participantes à tout pays affilié victime d'un désastre exceptionnellement grave, excédant les facultés ou les ressources du peuple frappé. Les moyens que ce nouvel organisme international mettra en œuvre sont les suivants :

Indépendamment des premiers secours qu'il distribuera aux populations sinistrées, il centralisera les ressources, coordonnera les efforts de tous et incitera l'univers civilisé à la pratique de l'entr'aide internationale.

Il encouragera au surplus les études et les travaux tendant à prévenir le retour de telles catastrophes.

Il s'agit comme on le voit d'une initiative d'une haute portée morale qui contribuera puissamment à faire progresser les idées d'entente et de concorde universelles.

La lecture des articles de la Convention et des statuts donne l'impression que la Conférence a réussi à constituer un mécanisme très souple qui, le cas échéant, agira, tout permet de l'espérer, avec une grande efficacité.

Aussi, d'ores et déjà, ladite Convention est-elle assurée d'un très grand nombre d'adhésions.

Nous avons l'honneur, Messieurs, de soumettre aujourd'hui à vos délibérations le projet de loi portant approbation de cette Convention. L'adhésion à cet acte international n'entraînera, pour le Trésor Public, aucune charge nouvelle.

L'Association de la Croix Rouge de Belgique s'est engagée, en effet, à supporter, tant pour le présent que pour l'avenir, les charges financières éventuelles résultant de l'affiliation de notre pays.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

P. HYMANS.

Le Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène,

A. CARNOY.



CONVENTION.

.....

Vu le préambule du Pacte de la Société des Nations, aux termes duquel, « pour développer la coopération entre les Nations...., il importe.... d'entretenir des relations internationales fondées sur la justice.... » ;

Vu l'article 23^f du Pacte, aux termes duquel les Membres de la Société des Nations « s'efforceront de prendre des mesures d'ordre international pour prévenir et combattre les maladies » ;

Vu l'article 25 du Pacte, aux termes duquel « les Membres de la Société s'engagent à encourager et favoriser l'établissement et la coopération des organisations volontaires nationales de la Croix-Rouge dûment autorisées qui ont pour objet l'amélioration de la santé, la défense préventive contre la maladie et l'adoucissement de la souffrance dans le monde » ;

Considérant que ces principes rencontrent d'ailleurs l'assentiment de tous les Etats ;

Résolus à développer l'entr'aide dans les calamités, à encourager les secours internationaux par l'aménagement méthodique des ressources disponibles et à préparer tout progrès du droit international dans ce domaine,

Ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

.....

Lesquels après avoir communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

1. Les Hautes Parties Contractantes constituent une Union Internationale de Secours régie par la présente Convention et les Statuts ci-annexés.

2. Sont Membres de l'Union Internationale de Secours ceux des Membres de la Société des Nations et ceux des Etats non-Membres de la Société des Nations qui sont Parties à la présente Convention.

ARTICLE 2.

L'Union Internationale de Secours a pour objet :

1^o Dans les calamités dues à des cas de force majeure et dont la gravité exceptionnelle excède les facultés ou les ressources du peuple frappé, de fournir aux populations sinistrées des premiers secours et de réunir à cette fin les dons, ressources et concours de toute espèce ;

2^o Dans toutes les calamités publiques, de coordonner, s'il y a lieu, les efforts faits par les organisations de secours, et, d'une façon générale, d'encourager les études et les mesures préventives contre les calamités et d'intervenir pour que tous les peuples pratiquent l'entr'aide internationale.

ARTICLE 3.

L'Union Internationale de Secours exerce son action en faveur de toutes populations sinistrées, quelles que soient leur nationalité et leur race, sans faire de distinction au point de vue social, politique ou religieux.

Toutefois, l'action de l'Union Internationale de Secours est limitée aux calamités survenant dans les territoires des Hautes Parties contractantes auxquels la présente Convention est applicable et à celles qui surviendraient dans d'autres pays et qui de l'avis du Comité exécutif, mentionné à l'article 6, seraient de nature à affecter lesdits territoires des Hautes Parties contractantes.

ARTICLE 4.

L'action de l'Union Internationale de Secours dans chaque pays est subordonnée à l'agrément du Gouvernement.

ARTICLE 5.

La constitution et le fonctionnement de l'Union comportent le libre concours :

1° Des Sociétés nationales de la Croix-Rouge, conformément à l'article 25 du Pacte de la Société des Nations, et des institutions ou organes qui constituent ou constitueraient entre celles-ci un lien juridique ou moral ;

2° De toutes autres organisations publiques ou privées qui seraient en mesure d'exercer, en faveur de la population sinistrée, les mêmes activités, si possible en collaboration avec les Sociétés de la Croix-Rouge et les institutions susmentionnées.

ARTICLE 6.

L'action de l'Union Internationale de Secours s'exerce par un Conseil Général, qui désigne un Comité exécutif dans les conditions prévues par la présente Convention et les Statuts ci-annexés.

Le Conseil Général de l'Union Internationale de Secours comprend les délégués de tous les Membres de l'Union Internationale de Secours à raison d'un délégué par Membre.

Chacun des Membres de l'Union Internationale de Secours peut se faire représenter par sa Société nationale de la Croix-Rouge ou par l'une des organisations nationales visées à l'article 5.

ARTICLE 7.

L'Union Internationale de Secours a son siège dans la ville où est établie la Société des Nations.

Elle peut avoir tout ou partie de ses services administratifs en tout endroit désigné par le Comité exécutif.

ARTICLE 8.

Dans les limites de son objet et conformément aux diverses législations nationales, l'Union Internationale de Secours a le droit, soit directement soit par l'intermédiaire de toute personne agissant pour son compte, d'ester en justice, d'acquérir à titre gratuit ou onéreux et de posséder des biens, sous les réserves prévues à l'article 12.

ARTICLE 9.

Chacun des Membres de la Société des Nations et Etats non-Membres, Parties à la présente Convention, prend l'engagement de participer à la constitution d'un fonds initial de l'Union Internationale de Secours. Ce fonds est divisé en parts de 700 francs suisses chacune. Tout Membre de la Société des Nations souscrit un nombre de parts égal au nombre d'unités que comporte sa cotisation aux dépenses de la Société des Nations. La cotisation des Etats non-Membres de la Société des Nations sera fixée par le Comité exécutif, d'après les principes en vigueur pour la fixation des cotisations des Membres de la Société des Nations.

ARTICLE 10.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'emploiera pour que, dans toute la mesure permise par sa législation, sur ceux de ses territoires auxquels s'applique la présente Convention, il soit accordé, à l'Union Internationale de Secours et aux organisations agissant pour son compte, conformément aux dispositions de l'article 5 de la présente Convention et des Statuts ci-annexés, toutes les immunités, facilités et franchises les plus favorables pour leur installation, la circulation de leur personnel et de leur matériel et leurs opérations de secours, ainsi que pour la publicité de leurs appels.

ARTICLE 11

Les ressources de l'Union Internationale de Secours se composent, en outre du fonds initial prévu à l'article 9 :

- 1°) Des subventions volontaires que les Gouvernements peuvent accorder ;
- 2°) Des fonds recueillis dans le public ;
- 3°) Des libéralités prévues à l'article 12.

ARTICLE 12.

L'Union Internationale de Secours peut recevoir toutes espèces de libéralités. Les libéralités peuvent être soit pures et simples, soit destinées par leurs auteurs au moyen de charges, conditions ou affectations spéciales, à tel pays, à telle catégorie de calamités ou à telle calamité particulière qu'il indiquerait.

Les libéralités ne seront acceptables que si elles sont conformes à l'objet de l'Union Internationale de Secours défini aux articles 2 et 3 de la présente Convention, ainsi qu'à la législation particulière des Etats intéressés.

ARTICLE 13.

Rien dans la présente Convention ne peut être interprété comme portant atteinte en aucune manière à la liberté des sociétés, institutions ou organes visés à l'article 5, quand ils agissent pour leur propre compte.

ARTICLE 14.

Les Hautes Parties contractantes conviennent que tous les différends qui pourraient s'élever entre elles au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente Convention seront, s'ils ne peuvent être réglés par des négociations directes ou par toute autre voie de règlement amiable, envoyés pour décision à la

Cour permanente de Justice internationale. La Cour pourra être saisie, le cas échéant, par requête émanant de l'une des Parties. Si les Etats entre lesquels surgit un différend, ou l'un d'entre eux, n'étaient pas Parties au Protocole du 16 décembre 1920 relatif à la Cour permanente de Justice internationale, ce différend sera soumis, à leur gré et conformément aux règles constitutionnelles de chacun d'eux, soit à la Cour permanente de Justice internationale, soit à un tribunal d'arbitrage constitué conformément à la Convention du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux, soit à tout autre tribunal d'arbitrage.

ARTICLE 15.

La présente Convention, dont les textes français et anglais feront également foi, portera la date de ce jour et pourra, jusqu'au 30 avril 1928, être signée au nom de tout Membre de la Société des Nations et de tout Etat non Membre représenté à la Conférence de Genève, ou à qui le Conseil de la Société des Nations aurait, à cet effet, communiqué un exemplaire de la Convention.

ARTICLE 16.

La présente Convention est sujette à ratification. Les instruments de ratification seront transmis au Secrétariat général de la Société des Nations qui en notifiera le dépôt à tout Etat signataire ou adhérent.

ARTICLE 17.

A partir du premier mai 1928, tout Membre de la Société des Nations et tout Etat mentionné à l'article 15 pourront adhérer à la présente Convention. Cette adhésion s'effectuera par une notification faite au Secrétaire général de la Société des Nations, pour être déposée dans les archives du Secrétariat. Le Secrétaire général notifiera ce dépôt immédiatement à tout Etat signataire ou adhérent.

ARTICLE 18.

La présente Convention n'entrera en vigueur que lorsque les ratifications ou adhésions auront été déposées au nom d'au moins douze Membres de la Société des Nations ou Etats non Membres, dont les souscriptions réunies atteindraient six cents parts. La date de son entrée en vigueur sera le quatre-vingt-dixième jour après la réception, par le Secrétaire général de la Société des Nations, de la dernière de ces ratifications ou adhésions. Ultérieurement, la présente Convention prendra effet, en ce qui concerne chacune des Parties, quatre-vingt-dix jours après la réception de l'instrument de ratification ou de la notification de l'adhésion.

Pour l'application de cet article, le Secrétaire général de la Société des Nations établira une estimation provisoire des contributions des Etats contractants non-Membres de la Société des Nations.

Conformément aux dispositions de l'article 18 du Pacte de la Société des Nations, le Secrétaire général enregistrera la présente Convention le jour de l'entrée en vigueur de cette dernière.

ARTICLE 19.

Tout Membre de l'Union Internationale de Secours peut se retirer de l'Union moyennant préavis d'un an communiqué au Secrétariat général de la Société des Nations.

Un an après la réception de ce préavis par le Secrétaire général de la Société des Nations, les stipulations de la présente Convention cesseront d'être applicables au territoire du Membre qui s'est ainsi retiré de l'Union.

Le Secrétaire général de la Société des Nations notifiera aux Membres de l'Union la réception du préavis de retrait.

ARTICLE 20.

Les Hautes Parties contractantes peuvent déclarer, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, que, par leur acceptation de la présente Convention, elles n'entendent assumer aucune obligation en ce qui concerne l'ensemble ou toute partie de leurs colonies, protectorats ou territoires placés sous leur suzeraineté ou mandat; dans ce cas, la présente Convention ne sera pas applicable aux territoires faisant l'objet de pareille déclaration.

Les Hautes Parties contractantes pourront dans la suite notifier au Secrétaire général de la Société des Nations qu'elles entendent rendre la présente Convention applicable à l'ensemble ou à toute partie de leurs territoires ayant fait l'objet de la déclaration prévue à l'alinéa précédent. Dans ce cas, la Convention s'appliquera aux territoires visés dans la notification quatre-vingt-dix jours après la réception de cette dernière par le Secrétaire général de la Société des Nations.

De même, les Hautes Parties contractantes peuvent à tout moment déclarer qu'elles entendent que la présente Convention cesse de s'appliquer à l'ensemble ou à toute partie de leurs colonies, protectorats ou territoires placés sous leur suzeraineté ou mandat; dans ce cas, la Convention cessera d'être applicable aux territoires faisant l'objet de pareille déclaration un an après la réception de cette dernière par le Secrétaire général de la Société des Nations.

ARTICLE 21.

La révision de la présente Convention peut être demandée à toute époque par un tiers des Membres de l'Union Internationale de Secours.

Les Statuts annexés à la présente Convention peuvent être modifiés par le Conseil Général. Dans ce cas, le Conseil général doit réunir les trois quarts de ses Membres et la modification doit être approuvée par les deux tiers des Membres présents.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires susnommés ont signé la présente Convention.

Fait à Genève, le douze juillet mil neuf cent vingt-sept, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations; copie conforme en sera remise à tous les Membres de la Société des Nations et aux Etats Membres représentés à la Conférence.

Allemagne :

DRAUDT.
RUPPERT.

<i>Belgique :</i>	D ^r DUNNER.
<i>Bulgarie :</i>	D ^r SCHELLERT.
<i>Colombie :</i>	A. FRANÇOIS.
<i>Cuba :</i>	S. N. LAFTCHIEFF.
<i>Ville libre de Dantzig :</i>	A. J. RESTREPO.
	G. DE BLANCK.
	CHODZKO.
	D ^r FERBER.
<i>Équateur :</i>	F. GUARDERAS.
<i>Espagne :</i>	Sous réserve de ratification, LUIS QUER BOULE.
<i>Guatemala :</i>	JOSÉ CASTANEDA M.
<i>Italie :</i>	CAVAZZONI STEFANO.
<i>Monaco :</i>	R. ELLES.
<i>Pologne :</i>	CHODZKO.
<i>Uruguay :</i>	E. E. BUERO.

Statuts de l'Union Internationale de Secours.**ARTICLE PREMIER.**

Chaque délégué au Conseil Général peut avoir un suppléant qui assiste aux séances, mais n'a voix consultative et délibérative qu'en l'absence du titulaire.

Des représentants d'associations internationales de secours ou d'autres organisations ou institutions qualifiées peuvent être invités à assister à titre consultatif aux réunions du Conseil Général.

Le Secrétaire général de la Société des Nations peut assister ou être représenté à toutes les réunions du Conseil Général.

ARTICLE 2.

Le Conseil Général se réunit sur convocation du Comité exécutif tous les deux ans au siège de l'Union Internationale de Secours. Dans l'intervalle des deux ans, il peut être réuni en tout lieu, fixé par le Comité. Le Comité exécutif est tenu de convoquer le Conseil Général sur demande du quart au moins des Membres de ce dernier.

Pour sa première réunion, le Conseil Général sera convoqué par le Conseil de la Société des Nations.

ARTICLE 3.

La convocation du Conseil Général, envoyée trois mois au moins à l'avance, doit indiquer l'ordre du jour de la réunion.

Le Conseil Général ne délibère valablement que s'il réunit les délégués de la moitié des Membres de l'Union Internationale de Secours sous réserve de l'article 21 de la Convention ; il décide à la majorité des suffrages exprimés dans tous les cas où une majorité plus forte n'est pas prévue aux présents statuts.

ARTICLE 4.

Le Conseil Général nomme, à une majorité des deux tiers des suffrages exprimés, les membres du Comité exécutif ainsi que leurs suppléants. Il établit à la même majorité tous règlements d'administration nécessaires à l'exécution des présents statuts.

Le Conseil Général établit à la majorité son Règlement intérieur, lequel peut prévoir la majorité absolue pour l'élection des Membres du Comité exécutif dans les cas où plusieurs tours de scrutin n'auraient donné aucun résultat.

Le Conseil Général connaît de toutes les affaires de l'Union Internationale de Secours.

ARTICLE 5.

Le Comité exécutif comprend sept Membres. Ils sont nommés pour une période de deux ans ainsi que leurs suppléants.

En cas de vacance, pour quelque cause que ce soit, le Comité se complète par l'adjonction d'un des suppléants jusqu'à l'expiration de la période en cours.

Deux représentants des organisations internationales de la Croix-Rouge (Comité

International de la Croix-Rouge et Ligue des Sociétés de Croix-Rouge) participent à titre consultatif au Comité.

Le Secrétaire général de la Société des Nations peut être représenté à toutes les réunions du Comité exécutif.

Le Comité exécutif établit son Règlement Intérieur.

ARTICLE 6.

Le Comité exécutif se réunit au moins une fois par an au siège de l'Union Internationale de Secours sur la convocation de son président. Le président fixe la date et le lieu des autres réunions.

ARTICLE 7.

Le Comité exécutif est le mandataire de l'Union Internationale de Secours, et peut être l'administrateur fiduciaire des ressources remises moyennant charges, conditions ou affectations spéciales. Le comité exécutif a les pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes conformes à l'objet de l'Union Internationale de Secours et pour le compte de celle-ci.

Le Comité exécutif représente l'Union Internationale de Secours vis-à-vis de la Société des Nations, des Gouvernements, des organisations visées à l'article 5 de la Convention et de toutes personnes physiques et morales. Il a pouvoir pour intenter une action en justice ou y défendre au nom ou pour le compte de l'Union Internationale de Secours. Il peut transiger.

Le Comité exécutif recueille les fonds, les emploie, les investit, les gère comme trustee ou administrateur fiduciaire et traite au nom de l'Union Internationale de Secours toutes opérations de banques et d'assurances.

Le Comité exécutif passe et autorise des marchés de toute nature ; il règle les approvisionnements.

Le Comité exécutif arrête des règlements pour le placement des fonds de l'Union Internationale de Secours.

En cas de calamité, le Comité exécutif a le pouvoir d'engager l'action de l'Union Internationale de Secours et d'organiser les secours, ainsi que les appels de fonds.

ARTICLE 8.

Sous réserve des dispositions de l'article 9, le Comité exécutif peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à l'un ou plusieurs de ses Membres.

ARTICLE 9.

Tous les actes accomplis par le Comité exécutif, comme trustee ou administrateur fiduciaire d'une libéralité grevée de charges, conditions ou affectations spéciales, doivent porter au moins deux signatures.

Il en est de même pour les actes de disposition.

ARTICLE 10.

Sans préjudice des dispositions de l'article 18, le Comité exécutif dresse annuellement un rapport de son activité et de ses opérations, adressé aux Membres de l'Union Internationale de Secours. Ce rapport est en outre communiqué

niqué au Secrétaire général de la Société des Nations pour être porté à la connaissance du Conseil et de l'Assemblée de la Société des Nations. Il est également porté à la connaissance du public.

ARTICLE 11.

Le Comité exécutif est assisté d'experts qui peuvent être consultés soit individuellement, soit collectivement.

Les experts sont nommés par le Comité exécutif, à raison d'un ou plusieurs experts par pays ou par zone géographique comprenant plusieurs pays et déterminée par le Comité exécutif d'accord avec les Membres intéressés.

Les experts sont nommés pour trois ans; ils doivent résider dans leur zone. Le Comité exécutif peut, dans le cas où les circonstances l'exigeraient, nommer, outre les experts ci-dessus mentionnés, des experts suppléants non astreints à la résidence.

La désignation des experts et des experts suppléants doit recevoir l'agrément pour chacun d'eux, du ou des Membres intéressés.

ARTICLE 12.

Le Comité exécutif convoque les experts dont la collaboration paraît nécessaire ou prend leur avis par correspondance chaque fois que les circonstances l'exigent.

ARTICLE 13.

Les frais et indemnités de déplacement et de séjour des délégués au Conseil Général sont supportés par les autorités qui les désignent.

Les frais et indemnités de déplacement et de séjour des Membres du Comité exécutif et des experts sont supportés par le budget de l'Union Internationale de Secours. Les fonctions de Membres du Comité exécutif et d'experts ne comportent aucun traitement.

ARTICLE 14.

Les organisations internationales de la Croix-Rouge (Comité International de la Croix-Rouge et Ligue des Sociétés de Croix-Rouge) seront conviées à assurer, à leurs frais et dans la limite qu'elles estimeront compatibles avec leurs ressources, le service central et permanent de l'Union Internationale de Secours. Ce service est placé sous la direction du Comité exécutif.

ARTICLE 15.

L'œuvre de secours est exécutée dans chaque zone, pour le compte de l'Union Internationale de Secours, par les organisations visées à l'article 3 de la Convention et comprise dans cette zone.

Si une même zone comprend plusieurs Etats ou si, dans une zone, plusieurs des organisations ci-dessus visées, participent à l'action de secours, le Comité exécutif prend toutes mesures utiles pour assurer la coordination des efforts et la distribution des secours. Il peut notamment constituer à cette fin, avec l'assentiment de ces organisations, des comités régionaux, en tenant compte, pour le recrutement de leurs Membres, des capacités techniques, de l'expérience acquise et des convenances administratives.

En cas de calamité, le Comité exécutif est en principe avisé par les soins du ou des experts appartenant à la zone intéressée.

ARTICLE 16.

L'Union Internationale de Secours constitue, indépendamment du fonds initial et de tous autres fonds qu'elle estimerait de constituer :

1° Un fonds de gestion formée :

a) par le revenu du fonds initial et de la réserve prévue ci-après ;

b) par une retenue qui ne doit pas excéder un pour cent, sur toutes les sommes mises à la disposition de l'Union Internationale de Secours.

Ce fonds de gestion couvre les frais des services ordinaires et permanents de l'Union Internationale de Secours, quand, par exception, ils ne sont pas assurés par les organisations internationales de la Croix-Rouge (Comité International de la Croix-Rouge et Ligue des Sociétés de Croix-Rouge).

2° Une réserve formée :

a) par le reliquat de toutes les ressources incomplètement utilisées pour leur destination spéciale ;

b) par un prélèvement sur le montant de toutes les sommes mises à la disposition de l'Union Internationale de Secours sans destination spéciale, lequel, joint, le cas échéant, à la retenue prévue pour le fonds de gestion, ne doit pas excéder un total de cinq pour cent.

Cette réserve sert, en premier lieu, à reconstituer le fonds initial prévu par l'article 9 de la Convention et, pour le surplus, à fournir ou compléter les secours dans les calamités pour lesquels aucune libéralité spéciale n'existe.

ARTICLE 17.

Les fonds de l'Union Internationale de Secours, à l'exception des sommes nécessaires pour les dépenses courantes, sont déposés, soit dans les mêmes établissements de crédit que les fonds de la Société des Nations, soit dans tels autres établissements agréés par le Conseil Général.

ARTICLE 18.

Il est dressé chaque année, par le Comité exécutif, un bilan de l'Union Internationale de Secours.

Ce bilan indique la situation active et passive de l'Union Internationale de Secours, ainsi que les comptes qui groupent les opérations relatives à chaque calamité.

ARTICLE 19.

La Société des Nations est appelée à assurer, dans des conditions à déterminer par elle, le contrôle des comptes de l'Union Internationale de Secours, étant entendu que la Société n'assume aucune responsabilité de ce chef.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 23 MEI 1928.

Wetsontwerp

tot goedkeuring der Overeenkomst en der Statuten waarbij een Internationaal Verbond voor Hulpverlening wordt opgericht, in Juli 1927 te Genève aangenomen.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Een internationale conferentie samengeroepen krachtens een besluit van den Raad van den Volkenbond en waaraan de vertegenwoordigers van drie en veertig staten hebben deelgenomen, is te Genève bijeengekomen van 4 tot 12 Juli 1927 en zij heeft geleid tot het sluiten van een Overeenkomst en Statuten waardoor een Internationaal Verbond voor Hulpverlening wordt opgericht.

Dit Verbond heeft voor doel den broederlijken bijstand van de deelnemende Naties te verleen en aan elk aangesloten land, slachtoffer van een buitengewoon ernstige ramp, die de mogelijkheden of de middelen van het getroffen volk te te boven gaat. De middelen welke dit nieuwe internationale organisme zal aanwenden, zijn de volgende :

Afgezien van de eerste hulp die het onder de geteisterde bevolking zal verdeelen, zal het de hulpmiddelen centraliseeren, de inspanningen van allen samenordenen en de beschaafde wereld tot het verleen en van internationalen onderlingen bijstand aanzetten.

Het zal bovendien de studies en de werken aanmoedigen die voor doel hebben den terugkeer van dergelijke rampen te voorkomen.

Zooals men ziet geldt het hier een initiatief met een hooge zedelijke strekking dat in de hoogste mate zal bijdragen tot het bevorderen der gedachten van universeele verstandhouding en cendracht.

De lezing der artikelen van de Overeenkomst en van de Statuten geeft den indruk dat de conferentie er in geslaagd is een zeer lenig mechanisme samen te stellen, dat in voorkomend geval, zooals alles het laat verhopen, op zeer afdoende wijze zal werken.

Ook staat het nu reeds vast dat een zeer groote aantal Staten tot gezegde Overeenkomst zullen toetreden.

Wij hebben de eer, Mijne Heeren, het wetsontwerp tot goedkeuring dezer

Overeenkomst heden aan uwe beraadslagingen te onderwerpen. De toetreding tot deze internationale akte zal voor de openbare Schatkist geen nieuwe lasten als gevolg hebben. De Vereeniging van het Roode Kruis van België heeft zich immers verbonden, zoowel voor nu als voor de toekomst, de eventueele financiële lasten te dragen, die uit de aansluiting van ons land zullen voortvloeien.

De Minister van Buitenlandsche Zaken.

P. HYMANS.

*De Minister van Binnenlandsche Zaken
en Volksgezondheid.*

A. CARNOY.



OVEREENKOMST.

Gezien de inleiding van het Pact van den Volkenbond luidens welke « om de samenwerking onder de volkeren te bevorderen....., het van belang is..... internationale betrekkingen te onderhouden gesteund op de gerechtigheid... » ;

Gezien artikel 23 (f.) van het Pact luidens hetwelk de Leden van den Volkenbond « zullen trachten maatregelen van internationaal belang te nemen om ziekten te voorkomen en te bestrijden » ;

Gezien artikel 25 van het Pact, luidens hetwelk « de Leden van den Bond zich verbinden de oprichting en de samenwerking te bevorderen en te begunstigen van behoorlijk gemachtigde nationale vrijwillige inrichtingen van het Rood-Kruis, die voor doel hebben den gezondheidstoestand te verbeteren, ziekten te voorkomen en het leiden in de wereld te lenigen » ;

Overwegende dat deze beginselen overigens de goedkeuring van alle Staten wegdragen ;

Wenschend den onderlingen bijstand in geval van ramp uit te breiden, de internationale hulp door de methodische samenordering der beschikbare hulpmiddelen te bevorderen en bij te dragen tot den vooruitgang van het internationaal recht op dit gebied,

Hebben tot hunne gevolmachtigden benoemd :

.

Welke, na hunne in goeden en behoorlijken vorm bevonden volmachten medegedeeld te hebben, over het volgende overeengekomen zijn :

ARTIKEL ÉÉN.

De Hooge Verdragsluitende Partijen richten een Internationaal Verbond voor Hulpverlening op, in overeenstemming met de onderhavige overeenkomst en de bijgaande statuten.

Leden van het Internationaal Verbond voor Hulpverlening zijn deze onder de Leden van den Volkenbond en deze onder de Staten niet-leden van den Volkenbond die Partijen zijn bij deze Overeenkomst.

ARTIKEL 2.

Het Internationaal Verbond voor Hulpverlening heeft voor doel :

1° In geval van rampen die te wijten zijn aan overmacht en waarvan de uitzonderlijke ernst de mogelijkheden en de middelen van het getroffen volk te boven gaat, aan de geteisterde bevolking de eerste hulp te verlenen en te dien einde allerhande giften, middelen en bijdragen in te zamelen.

2° In geval van openbare rampen, eventueel de pogingen aangewend door inrichtingen voor hulpverlening samen te ordenen en, over het algemeen, de studie van maatregelen ter voorkoming van rampen aan te moedigen en alle volkeren tot het verlenen van internationalen onderlingen bijstand aan te zetten.

ARTIKEL 3.

Het Internationaal Verbond voor Hulpverlening oefent zijn werking uit ten voordeele van alle geteisterde volkeren, tot welke nationaliteit en tot welk ras zij

ook mogen behooren, zonder op maatschappelijk, staatkundig of godsdienstig gebied eenig onderscheid te maken.

De werking van het Internationaal Verbond voor hulpverlening is evenwel beperkt tot de rampen die zich voordoen in de grondgebieden der Hooge Verdragsluitende Partijen waarop deze Overeenkomst van toepassing is, en tot deze die zouden gebeuren in andere landen en die, naar de meening van het in artikel 6 vermelde Uitvoerend Comité van aard zouden zijn gezegde grondgebieden der Hooge Verdragsluitende Partijen te treffen.

ARTIKEL 4.

De werking van het Internationaal Verbond in ieder land is onderworpen aan de toestemming der Regeering van dit land.

ARTIKEL 5.

Bij de oprichting en de werking van het Verbond is de vrije medewerking beoogd :

1^o Van de nationale Vereenigingen van het Roode Kruis, overeenkomstig artikel 25 van het Pact van den Volkenbond, en van de inrichtingen en organismen die tusschen deze vereenigingen een juridischen of zedelijken band zouden vormen;

2^o Van alle andere openbare of particuliere inrichtingen die in staat zouden zijn ten voordeele der geteisterde bevolking dezelfde werkzaamheden te verrichten, zoo mogelijk in samenwerking met de Vereenigingen van het Roode Kruis of met de bovenvermelde inrichtingen.

ARTIKEL 6.

Het Internationaal Verbond voor Hulpverlening zal geleid worden door eenen Algemeenen Raad, die een Uitvoerend Comité aanstelt in de voorwaarden voorzien door deze Overeenkomst en door de bijgaande Statuten.

De Algemeene Raad van het Internationaal Verbond voor Hulpverlening bestaat uit de afgevaardigden van al de Leden van het Internationaal Verbond voor Hulpverlening in de verhouding van een afgevaardigde per Lid.

Ieder der Leden van het Internationaal Verbond voor Hulpverlening kan zich laten vertegenwoordigen door zijne Nationale vereeniging van het Roode Kruis of door een der in artikel 5 beoogde nationale inrichtingen.

ARTIKEL 7.

Het Internationaal Verbond voor Hulpverlening heeft zijn zetel in de stad waar de Volkenbond gevestigd is.

Het kan al zijn administratieve diensten of een deel daarvan hebben in om het even welke plaats aangeduid door het Uitvoerend Comité.

ARTIKEL 8.

Binnen de perken van zijn doel en in overeenkomst met de voorschriften der nationale wetten van de betrokken landen, heeft het Internationaal Verbond voor Hulpverlening het recht, hetzij rechtstreeks hetzij door tusschenkomst van elken

voor zijn rekening handelenden persoon, in rechten te verschijnen, goederen ten kosteloozen of ten bezwarenden titel te verwerven en te bezitten, onder het in artikel 12 voorziene voorbehoud.

ARTIKEL 9.

Ieder der Leden van den Volkenbond en der Staten niet-Leden, die Partijen zijn bij deze Overeenkomst, gaat de verplichting aan bij te dragen tot het instellen van een aanvankelijk fonds van het Internationaal Verbond voor Hulpverlening. Dit fonds is verdeeld in deelen van elk 700 Zwitsersche franken. Ieder Lid van den Volkenbond schrijft in voor een aantal deelen gelijk aan het aantal eenheden waaruit zijne bijdrage in de uitgaven van den Volkenbond bestaat. De bijdrage der Staten niet-Leden van den Volkenbond zal door het Uitvoerend Comité worden vastgesteld, volgens de beginselen die worden toegepast bij het vaststellen der bijdragen der Leden van den Volkenbond.

ARTIKEL 10.

Ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen zal zich beijveren om aan het Internationaal Verbond voor Hulpverlening en aan de inrichtingen die voor haar rekening handelen, in overeenkomst met de beschikkingen van artikel 5 dezer Overeenkomst en van de bijgaande Statuten, op deze zijner grondgebieden waarop deze Overeenkomst van toepassing is, en in zoo hooge mate als door de plaatselijke wetten wordt toegelaten, de ruimste vrijdommen, faciliteiten en vrijstellingen te doen verleenen met het oog op hunne vestiging, het verkeer van hun personeel en van hun materieel, het uitvoeren van hun hulpwerk en het bekendmaken hunner oproepen.

ARTIKEL 11.

De geldmiddelen van het Internationaal Verbond voor Hulpverlening bestaan, benevens het in artikel 9 voorziene aanvankelijk fonds, uit :

- 1^o vrijwillige subsidiën verleend door de Regeeringen ;
- 2^o gelden ingezameld onder het publiek, en
- 3^o giften voorzien in artikel 12.

ARTIKEL 12.

Het Internationaal Verbond voor Hulpverlening mag allerhande giften ontvangen. Deze giften kunnen verleend worden met of zonder voorwaarden of beperkingen wat betreft hun gebruik in een bepaald land, voor een bepaalde categorie van rampen, of voor een bepaalde ramp.

De giften mogen enkel ontvangen worden indien zij in overeenstemming zijn met het doel van het Internationaal Verbond voor Hulpverlening zooals het in artikels 2 en 3 dezer Overeenkomst omschreven is, en met de bijzondere wetten der betrokken Staten.

ARTIKEL 13.

Niets in deze Overeenkomst mag worden uitgelegd als cenigszins inbreuk makend op de vrijheid der in artikel 5 bedoelde vereenigingen, inrichtingen of organismen, wanneer zij voor eigen rekening handelen.

ARTIKEL 14.

De Hooge Verdragsluitende Partijen komen overeen dat al de geschillen die tusschen hen zouden kunnen ontstaan omtrent de uitlegging of de toepassing dezer Overeenkomst, indien zij niet door rechtstreeksche onderhandelingen of door eene andere minnelijke schikking kunnen geregeld worden, voor beschikking naar het Bestendige Hof van Internationale Justitie zullen verwezen worden. Zij zullen in voorkomend geval bij het Hof kunnen aanhangig gemaakt worden door een verzoekschrift uitgaande van eene der Partijen. Indien de Staten tusschen welke een geschil oprijst, of een van hen, geen Partij waren bij het Protocol van 16 December 1920 betreffende het Bestendige Hof van Internationale Justitie, zal dit geschil, naar hun keuze en in overeenkomst met de constitutioneele regels van ieder van hen, onderworpen worden hetzij aan het Bestendige Hof van Internationale Justitie hetzij aan een scheidsgerecht ingesteld in overeenstemming met de Overeenkomst van 18 October 1907 voor de vreedzame regeling der internationale geschillen, hetzij aan elk ander scheidsgerecht.

ARTIKEL 15.

Deze Overeenkomst, waarvan de Fransche en Engelsche teksten beide rechtsgeldig zijn, zal den datum van heden dragen en zal tot 30 April 1928 kunnen ondertekend worden in naam van elk Lid van den Volkenbond en van elken Staat niet-Lid, die ter Conferentie te Geneve vertegenwoordigt waren, of waaraan de Raad van den Volkenbond te dien einde een exemplaar der Overeenkomst zou medegedeeld hebben.

ARTIKEL 16.

Deze Overeenkomst is aan bekrachtiging onderworpen. De akten van bekrachtiging zullen aan den Secretaris-Generaal van den Volkenbond overgemaakt worden, die aan elken onderteekenenden of toetredenden Staat de nederlegging-ervan zal bekendmaken.

ARTIKEL 17.

Te beginnen van den eersten Mei 1928, zal elk Lid van den Volkenbond of elke in artikel 15 vermelde Staat tot deze Overeenkomst kunnen toetreden. Deze toetreding zal geschieden door eene kennisgeving gezonden aan den Secretaris-Generaal van den Volkenbond, om in het archief van het Secretariaat nedergelegd te worden. De Secretaris-Generaal zal deze kennisgeving onmiddellijk aan elken onderteekenenden of toetredenden Staat bekendmaken.

ARTIKEL 18.

Deze Overeenkomst zal slechts in werking treden wanneer de bekrachtigingen of toetredingen nedergelegd zullen zijn in naam van ten minste twaalf Leden van den Volkenbond of Staten niet-Leden, waarvan de inschrijvingen te zamen zeshonderd aandeelen zouden bereiken. De datum van hare inwerkingtreding zal den negentigsten dag zijn na de ontvangst door den Secretaris-Generaal van den Volkenbond van de laatste dezer bekrachtigingen of toetredingen. Nadien zal

deze Overeenkomst van kracht worden, wat elk der Partijen betreft, negentig dagen na de ontvangst van de akte van bekrachtiging of van de kennisgeving der toetreding.

Voor de toepassing van dit artikel, zal de Secretaris-Generaal van den Volkenbond een voorloopige schatting opmaken van de bijdragen der verdragsluitende Staten die geen Lid zijn van den Volkenbond.

Overeenkomstig de beschikkingen van artikel 18 van het Pact van den Volkenbond, zal de Secretaris-Generaal deze Overeenkomst op den dag van hare inwerkingtreding registreeren.

ARTIKEL 19.

Elk Lid van het internationaal Verbond voor Hulpverlening mag uit het Verbond treden, mits een voorafgaande opzegging van één jaar medegedeeld aan den Secretaris-Generaal van den Volkenbond.

Één jaar na de ontvangst dezer opzegging door den Secretaris-Generaal van den Volkenbond, zullen de bepalingen dezer Overeenkomst ophouden van toepassing te zijn op het grondgebied van het Lid dat aldus uit het Verbond getreden is.

De Secretaris-Generaal van den Volkenbond zal aan de Leden van het Verbond kennis geven van de ontvangst van bedoelde opzegging.

ARTIKEL 20.

De Hooge Verdragsluitende Partijen kunnen, op het oogenblik van de onderteekening, bekrachtiging of toetreding, verklaren dat, door het aannemen dezer Overeenkomst, zij geen enkele verplichting op zich wenschen te nemen wat betreft het geheel of een gedeelte hunner koloniën, protectoraten of onder hunne suzeriniteit of mandaat geplaatste gebieden; in dit geval, zal deze Overeenkomst niet van toepassing zijn op de grondgebieden waarop dergelijke verklaring betrekking heeft.

De Hooge Verdragsluitende Partijen zullen in het vervolg aan den Secretaris-Generaal van den Volkenbond kennis kunnen geven van hun wensch deze Overeenkomst toepasselijk te maken op het geheel of een gedeelte van hunne grondgebieden die het voorwerp van de in voorafgaande alinea voorziene verklaring hebben uitgemaakt. In dit geval zal de Overeenkomst van toepassing zijn op de in de kennisgeving vermelde grondgebieden negentig dagen na de ontvangst dezer laatste door den Secretaris-Generaal van den Volkenbond.

Evenzoo kunnen de Hooge Verdragsluitende Partijen op elk oogenblik verklaren dat zij wenschen dat deze Overeenkomst ophoude van toepassing te zijn op het geheel of een gedeelte hunner koloniën, protectoraten of onder hunne suzeriniteit of mandaat geplaatste gebieden; in dit geval zal de Overeenkomst ophouden van toepassing te zijn op de grondgebieden, die het voorwerp van dergelijke verklaring uitmaken, één jaar na de ontvangst dezer laatste door den Secretaris-Generaal van den Volkenbond.

ARTIKEL 21.

De herziening dezer Overeenkomst kan te allen tijde door een derde der Leden van het Internationaal Verbond voor Hulpverlening gevraagd worden.

De bij deze Overeenkomst gevoegde Statuten kunnen door den Algemeenen Raad gewijzigd worden. In dit geval moeten de drie vierden van de Leden van

den Algemeenen Raad op de vergadering aanwezig zijn en moet de wijziging door de twee derden van de aanwezige Leden goedgekeurd worden.

Ter oorkonde waarvan bovengenoemde gevolmachtigden deze Overeenkomst geteekend hebben.

Gedaan te Genève, den twaalfden Juli negentienhonderd zeven-en-twintig in een enkel exemplaar dat in het archief van het Secretariaat van den Volkenbond zal nedergelegd worden ; een gelijkvormig afschrift ervan zal overhandigd worden aan al de Leden van den Volkenbond en aan de Staten niet-Leden, die ter Conferentie vertegenwoordig waren.

Duitschland

DRAUDT.

RUPPERT.

D^r DÜNNER.

D^r SCHELLEERT.

A. FRANÇOIS.

België :

Bulgarije :

S. N. LAFTCHIEFF.

Columbia :

A. J. RESTREPO.

Cuba :

G. DE BLANCK.

Vrije Stad Dantzig :

CHODZKO.

D^r FERBER.

Ecuador :

F. GUARDERAS.

Spanje :

Onder voorbehoud van bekrachtiging,
LUIS QUER BOULE.

Guatemala :

JOSÉ CASTANEDA M.

Italië :

CAVAZZONI STEFANO.

Monaco :

R. ELLÈS.

Polen :

CHODZKO.

Uruguay :

E. E. BUERO.

Statuten van het Internationaal Verbond voor Hulpverlening**ARTIKEL 1.**

Elke afgevaardigde in den Algemeenen Raad mag een plaatsvervanger hebben die de vergaderingen bijwoont, maar die slechts raadgevende stem en recht tot stemmen heeft bij afwezigheid van den titularis.

Vertegenwoordigers van internationale vereenigingen voor hulpverlening of van andere bevoegde inrichtingen of instellingen kunnen uitgenoodigd worden om de vergaderingen van den Algemeenen Raad met raadgevende stem bij te wonen.

De Secretaris-generaal van den Volkenbond mag al de vergaderingen van den Algemeenen Raad bijwonen of er op vertegenwoordigd zijn.

ARTIKEL 2.

De Algemeene Raad vergadert om de twee jaar in den zetel van het Internationaal Verbond voor Hulpverlening na oproeping door het Uitvoerend Comité. Tusschen de tweejaarlijkse vergaderingen in kan hij op elke door het Comité vastgestelde plaats bijengeroepen worden. Het Uitvoerend Comité is verplicht den Algemeenen Raad bijeen te roepen op verzoek van ten minste een vierde der Leden van dezen laatste.

Voor zijne eerste vergadering zal de algemeene Raad door den Raad van den Volkenbond worden bijengeroepen.

ARTIKEL 3.

De bijeenroeping van den Algemeenen Raad, ten minste drie maanden op voorhand verzonden, moet de dagorde der vergadering vermelden.

De Algemeene Raad neemt slechts geldige besluiten indien de afgevaardigden van de helft der Leden van het Internationaal Verbond voor Hulpverlening aanwezig zijn onder voorbehoud van artikel 21 der Overeenkomst; hij neemt besluiten bij meerderheid der uitgebrachte stemmen in al de gevallen waarin een grootere meerderheid door deze statuten niet voorzien is.

ARTIKEL 4.

De Algemeene Raad benoemt, bij een meerderheid van de twee derden der uitgebrachte stemmen, de leden van het Uitvoerend Comité alsmede hunne plaatsvervangers. Bij dezelfde meerderheid stelt het al de reglementen van beheer vast die voor de uitvoering van deze statuten noodig zijn.

De Algemeene Raad stelt bij meerderheid van stemmen zijn Huishoudelijk Reglement vast, dat de volstrekte meerderheid voorzien kan voor de kiezing der Leden van het Uitvoerend Comité in de gevallen waarin verschillende stemmingen geen uitslag zouden gegeven hebben.

De Algemeene Raad neemt kennis van al de zaken van het Internationaal Verbond voor Hulpverlening.

ARTIKEL 5.

Het Uitvoerend Comité bestaat uit zeven leden. Zij worden zoowel als hunne plaatsvervangers, voor eene periode van twee jaar benoemd.

In geval van vacature, om welke reden ook, maakt het Comité zich voltallig door de toevoeging van een der plaatsvervangers tot na het verstrijken der loopende periode.

Twee vertegenwoordigers der internationale inrichtingen van het Roode Kruis (Internationaal Comité van het Roode Kruis en Bond der Vereenigingen van het Roode Kruis) nemen met raadgevende stem deel aan de werkzaamheden van het Comité.

De Secretaris-Generaal van den Volkenbond mag al de vergaderingen van het Uitvoerend Comité bijwonen af er op vertegenwoordigd zijn.

Het uitvoerend Comité stelt zijn Huishoudelijk Reglement vast.

ARTIKEL 6.

Het Uitvoerend Comité komt ten minste eens per jaar bijeen in den zetel van het Internationaal Verbond voor Hulpverlening na oproeping door zijnen voorzitter. De voorzitter stelt den datum en de plaats der andere bijeenkomsten vast.

ARTIKEL 7.

Het Uitvoerend Comité is de lasthebber van het Internationaal Verbond voor Hulpverlening, en het kan de fiduciaire beheerder zijn van de met zekere voorwaarden of beperkingen overhandigde geldmiddelen. Het Uitvoerend Comité heeft de meest uitgebreide macht tot het verrichten van al de handelingen die overeenstemmen met het doel van het Internationaal Verbond voor Hulpverlening en voor rekening van dit laatste.

Het Uitvoerend Comité vertegenwoordigt het Internationaal Verbond voor Hulpverlening tegenover den Volkenbond, de Regeeringen, de in artikel 5 der Overeenkomst bedoelde inrichtingen en alle fysieke personen en rechtspersonen. Het heeft macht om een rechtsvordering in te stellen of om in naam of voor rekening van het Internationaal Verbond voor Hulpverlening tegen een rechtsvordering te verweren. Het mag vergelijken treffen.

Het Uitvoerend Comité verzamelt, gebruikt, belegt en beheert de gelden als gevolmachtigde of fiduciaire beheerder en doet in naam van het Internationaal Verbond voor Hulpverlening alle bank- en verzekeringsverrichtingen.

Het Uitvoerend Comité sluit en bewilligt contracten van elken aard; het regelt de bevoorradingen.

Het Uitvoerend Comité stelt de regels vast voor de belegging der gelden van het Internationaal Verbond voor Hulpverlening.

Ingeval een ramp zich voordoet, heeft het Uitvoerend Comité de macht om de werking van het Internationaal verbond voor Hulpverlening in te leiden en de hulpverlening alsmede de geldinzamelingen in te richten.

ARTIKEL 8.

Onder voorbehoud der beschikkingen van artikel 9 kan het Uitvoerend Comi-

teit het geheel of een gedeelte zijner macht aan een of meer harer leden opdragen.

ARTIKEL 9.

Al de akten aangaande handelingen verricht door het Uitvoerend Comité, als gevolmachtigde of fiduciaire beheerder eener gift, belast met zekere bijzondere voorwaarden of beperkingen moeten minstens twee handteekeningen dragen.

Hetzelfde geldt voor akten van beschikking.

ARTIKEL 10.

Onverminderd de beschikkingen, van artikel 18, stelt het Uitvoerend Comité elk jaar een verslag op aangaande zijne werking en zijne verrichtingen, dat aan de Leden van het Internationaal Verbond voor Hulpverlening wordt toegezonden. Dit verslag wordt bovendien medegedeeld aan den Secretaris-Generaal van den Volkenbond om ter kennis gebracht te worden van den Raad en de Vergadering van den Volkenbond. Het wordt eveneens ter kennis van het publiek gebracht.

ARTIKEL 11.

Het Uitvoerend Comité wordt door deskundigen bijgestaan die hetzij afzonderlijk hetzij te zamen geraadpleegd kunnen worden.

De deskundigen worden door het Uitvoerend Comité benoemd op den voet van een of meer deskundigen per land of per aardrijkskundige zone welke verschillende landen omvat en door het Uitvoerend Comité in overeenstemming met de belanghebbende leden bepaald wordt.

De deskundigen worden voor drie jaar benoemd; zij moeten in hunne zone verblijven. Het Uitvoerend Comité kan, ingeval de omstandigheden zulks zouden vereischen, benevens de bovenvermelde deskundigen, plaatsvervangende deskundigen benoemen die niet aan de voorwaarde van verblijf onderworpen zijn.

De benoeming der deskundigen of der plaatsvervangende deskundigen moet voor elk hunner goedgekeurd worden door het belanghebbende Lid of door de belanghebbende Leden.

ARTIKEL 12.

Het Uitvoerend Comité roept de deskundigen op, wier medewerking noodig schijnt of wint schriftelijk hun advies in, telkens de omstandigheden dit vereischen.

ARTIKEL 13.

De reiskosten en de verblijfsvergoedingen der afgevaardigden bij den Algemeenen Raad zullen gedragen worden door de overheden die hen aanduiden.

De reiskosten en de verblijfsvergoedingen der Leden van het Uitvoerend Comité en der deskundigen worden door de begroting van het Internationaal Verbond voor Hulpverlening gedragen. De leden van het Uitvoerend Comité en de deskundigen zullen geene bezoldiging ontvangen.

ARTIKEL 14.

De internationale inrichtingen van het Roode Kruis (Internationaal Comité van het Roode Kruis en Bond der Vereenigen van het Roode Kruis) zullen

uitgenoodigd worden om op hunne kosten en binnen de grenzen die zij vereenigbaar zullen achten met hunne inkomsten, den centralen en bestendigen dienst van het Internationaal Verbond voor Hulpverlening te verzekeren. Deze dienst wordt onder de leiding van het Uitvoerend Comité geplaatst.

ARTIKEL 15.

Het werk van hulpverlening wordt in elke zone verricht, voor rekening van het Internationaal Verbond voor Hulpverlening, door de in artikel 5 der Overeenkomst bedoelde en in deze zone begrepen inrichtingen.

Indien een zelfde zone verschillende Staten omvat of indien, in een zone verschillende der bovenbedoelde inrichtingen aan het werk van hulpverlening deelnemen, dan neemt het Uitvoerend Comité alle nuttige maatregelen om de samenordering der krachtspanningen en de verdeling der hulp te verzekeren. Het kan inzonderheid te dien einde, met de instemming dezer inrichtingen, gewestelijke comiteen aanstellen mits rekening te houden, voor de aanwerving hunner leden, met de technische bekwaamheden, de opgedane ondervinding en de administratieve gebruiken.

In geval van ramp wordt het Uitvoerend Comité in beginsel verwittigd door de zorgen van den deskundige of de deskundigen der betrokken zone.

ARTIKEL 16.

Het Internationaal Verbond voor Hulpverlening vormt, benevens het aanvankelijk fonds en alle andere fondsen die het noodig zou achten te normen :

1^o Een beheerfonds bestaande :

a) uit de inkomsten van het aanvankelijk fonds en van de hierna voorziene reserve;

b) uit een afhouding, die een ten honderd niet mag overtreffen, op al de bedragen ter beschikking van het Internationaal Verbond voor Hulpverlening gesteld.

Dit beheerfonds dekt de kosten der gewone en bestendige diensten van het Internationaal Verbond voor Hulpverlening, wanneer deze, bij uitzondering niet verzekerd zijn door de internationale inrichtingen van het Roode Kruis (Internationaal Comité van het Roode Kruis en Bond der Vereenigen van het Roode Kruis);

2^o Een reserve gevormd :

a) door het overschot van al de voor hunne bijzondere bestemming niet volledig gebruikte geldmiddelen ;

b) door een afneming van het bedrag van alle sommen die zonder bijzondere bestemming ter beschikking van het Internationaal Verbond voor Hulpverlening gesteld worden. Deze afneming, in voorkomend geval bij de voor het beheerfonds voorziene afhouding gevoegd, zal een totaal van vijf ten honderd niet overtreffen.

Deze reserve dient in de eerste plaats om het aanvankelijk fonds voorzien in artikel 9 der Overeenkomst opnieuw samen te stellen en voor het overige om hulp te verstrekken of aan te vullen bij rampen waarvoor geen bijzondere giften voorhanden zijn.

ARTIKEL 17.

De gelden van het Internationaal Verbond voor Hulpverlening worden, met uitzondering van de voor de loopende uitgaven noodige sommen, neergelegd hetzij in dezelfde credietinstellingen als voor de gelden van den Volkenbond, hetzij in andere door den Algemeenen Raad aanvaarde instellingen.

ARTIKEL 18.

Elk jaar wordt er door het Uitvoerend Comité een balans van het Verbond voor Internationale Hulpverlening opgemaakt.

Deze balans vermeldt het actief en het passief van het Internationaal Verbond voor Hulpverlening, alsmede de rekeningen die de verrichtingen betreffende elke ramp groepeeren.

ARTIKEL 19.

De Volkenbond is geroepen om, in door hem te bepalen voorwaarden, het toezicht over de rekeningen van het Internationaal Verbond voor Hulpverlening te verzekeren, met dien verstande dat de Bond uit dien hoofde geene verantwoordelijkheid op zich neemt.

(14)

**CHAMBRE
des Représentants.**

**KAMER
der Volksvertegenwoordigers**

PROJET DE LOI

WETSONTWERP

approuvant la Convention et Statuts établissant une Union Internationale de Secours adoptés à Genève en juillet 1927.

tot goedkenning der Overeenkomst en der Statuten, waarbij een Internationaal Verbond voor Hulpverlening wordt opgericht, in Juli 1927 te Genève aangenomen.

Albert,

Albert,

ROI DES BELGES,

KONING DER BELGEN,

A tous, présents et à venir, Salut.

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Sur la proposition de Nos Ministres des Affaires Etrangères et de l'Intérieur et de l'Hygiène,

Op voorstel van Onze Ministers van Buitenlandsche Zaken en van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN:

Notre Ministre des Affaires Etrangères est chargé de présenter en Notre Nom, aux Chambres législatives, le projet de loi, dont la teneur suit :

Onze Minister van Buitenlandsche Zaken, is gelast in Onzen naam, aan de Wetgevende Kamers, het wetsontwerp vóór te leggen waarvan de inhoud volgt :

ARTICLE UNIQUE.

EENIG ARTIKEL.

La Convention et Statuts établissant une Union Internationale de Secours adoptés à Genève en juillet 1927, sortira son plein et entier effet.

De Overeenkomst en Statuten ter oprichting van een Internationaal Verbond voor Hulpverlening, in Juli 1927 te Genève aangenomen, zal hare volledige uitwerking hebben.

Donné à Bruxelles, le 7 mai 1928.

Gegeven te Brussel, den 7^e Mei 1928.

ALBERT.

Par le Roi :

Van 's Konings wege :

Le Ministre des Affaires Etrangères,

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

P. HYMANS.

Le Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène,

De Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid,

A. CARNOY.